

Actualiser le communisme, rénover le PCF

Jérémy Roggy

La recomposition politique actuelle marque la fin d'un cycle électoral avec l'effondrement des partis classiques de gouvernement, la progression et l'ancrage durable de l'extrême-droite et de son projet réactionnaire, et l'émergence de forces politiques nouvelles qui ambitionnent de remplacer les partis politiques historiques. Avec le prochain congrès extraordinaire du PCF, il y a véritablement besoin de faire le bilan de cette séquence récente, et de pointer les forces et les faiblesses de notre parti pour pouvoir répondre aux enjeux actuels du monde du travail.

Rassembler, pour quoi faire ?

La désindustrialisation croissante et la chute du soviétisme ont largement contribué au recul du mouvement communiste jusqu'au début des années 2000 ; de même pour de nombreuses forces progressistes. Les années 1990 et 2000 ont été marquées conjointement par l'essor de l'altermondialisme et par le déclin accéléré du PCF mû par de nombreuses hésitations idéologiques et politiques. Les tentatives de rassemblement des forces progressistes au cours des années 2000 illustrent cela, avec ce qui ont été des alliances de circonstance, souvent précaires, comme les collectifs antilibéraux. La campagne du Non au référendum de 2005 eut à l'inverse le mérite de parvenir à rassembler temporairement les forces communistes et progressistes sur des bases politiques convergentes.

Le Front de Gauche, qui a émergé peu avant le début des années 2010, n'a pas réellement échappé à ces tendances. À coup sûr, cette coalition électorale a permis de maintenir l'ancrage restant du PCF localement, à ressortir partiellement de l'anonymat à l'échelle nationale. Elle a également permis d'insuffler en partie une remobilisation d'anciens militants et sympathisants communistes et progressistes. Plutôt proche d'une version social-démocrate radicalisée, le programme partagé du Front de Gauche a permis de faire converger des forces progressistes sur des propositions politiques pertinentes.

Pourtant, il a fallu peu de temps pour cette coalition rencontre des difficultés récurrentes. D'une part, la stratégie du Parti de Gauche dès les élections législatives de 2012 a été largement hors-sol, surestimant la force réelle du Front de Gauche à l'époque. Les dissensions avec notre parti se sont également fait sentir : des accusations d'action en sous-main avec la social-démocratie, et des divergences politiques réelles sur la conquête du pouvoir, les questions européennes et la laïcité. Les élections municipales de 2014 ont mis à jour ces dissensions fortes, avec une dispersion militante, des accusations récurrentes et un message politique brouillé.

La récente campagne électorale de 2017 a exacerbé ces contradictions politiques non résolues. Les attaques inouïes de notre ancien candidat à la présidentielle sont le reflet de désaccords tant sur le projet politique, ainsi que sur la stratégie et la tactique pour le mettre en œuvre. Nos difficultés tiennent pour beaucoup de notre incapacité à porter un projet politique fort qui soit déployé à court-terme et à long-terme, ainsi qu'à être une force politique réellement autonome. Si cela est discutable, la coalition du Front de Gauche a pu paraître auprès des non-communistes comme un moyen de ne pas assumer pleinement notre projet.

En outre, les défaites politiques récentes infligées au mouvement ouvrier en France et en Europe ont accru le retrait des classes populaires du champ politique, mais aussi le renoncement et la tournure réactionnaire de forces politiques progressistes. Les prises de positions droitières - sur la laïcité, sur les questions européennes et internationales - dans notre camp historiquement de gauche dénotent une démarche électoraliste et une faiblesse

organisationnelle. Certaines forces en viennent ainsi à assumer de plus en plus le rejet du marxisme, du clivage gauche-droite pour en appeler à un peuple dénué de matérialité.

Les attermolements internes à la suite des débâcles électorales récentes ne permettent pas de redéfinir notre conception politique du rassemblement. Pire, la démarche des communistes dans leur ensemble depuis 2015 a été une politique de l'autruche, consistant à minorer les divergences politiques avec certains anciens alliés comme le Parti de Gauche. Les nombreuses rencontres et forums organisés pour tenter de fédérer sont certes des initiatives louables, mais elles ne résoudront pas cette question centrale mise sous le tapis depuis de nombreuses années. Avant de rassembler, le PCF doit savoir quel est son projet, quelles sont ses forces, ses partenaires immédiats pour pouvoir entraîner de nouveaux alliés et permettre des victoires politiques pour le monde du travail.

Les évolutions du mouvement communiste

Les renforcements croissants du MJCF et de l'UEC depuis 2007-2008 ont apporté une vitalité nécessaire au mouvement communiste, et ce sont plus que jamais des partenaires incontournables pour le PCF. Les réflexions et actions de nos organisations sœurs irriguent partiellement les débats au sein de notre parti, et elles ont permis également au PCF de ne pas sombrer ces dernières années sur le plan militant. De ces débats, des propositions et des pratiques nouvelles développées par nos camarades sur le militantisme, le féminisme et la communication, les communistes du PCF ne s'en emparent pourtant que trop peu pour renouveler leurs propres propositions et pratiques politiques.

L'une des sources des contradictions entre le PCF et la France Insoumise se trouve là : la nouvelle génération de communistes, notamment issue du renforcement de l'UEC et du MJCF, a permis la formation de nombreux militants et dirigeants communistes ayant à cœur de tirer le mouvement communiste vers le haut avec détermination et originalité. Avec l'objectif de gagner des victoires politiques dans les quartiers, dans le monde du travail, travailler au rassemblement patient et durable sur des enjeux politiques essentiels. Nier la contribution politique de nos camarades du MJCF et de l'UEC, cela revient à minorer de fait une part importante des contributions politiques menées dans le mouvement communiste.

Les communistes doivent être plus attentifs à leur mouvement de jeunesse et l'accompagner davantage dans son développement, dans le respect des cadres démocratiques qui lui sont propres. Il est dans l'intérêt de tous les communistes de veiller à ce que les problématiques qui sont du ressort du PCF ne nuisent pas à l'action politique de son mouvement de jeunesse. Le manque de débats sur des sujets clés, comme les questions européennes ou les échéances électorales, entraîne des crispations politiques dans l'ensemble du mouvement communiste. Nos camarades du MJCF et de l'UEC se voient alors freinés épisodiquement dans leurs travaux politiques, dans leur contribution au mouvement communiste, et surtout dans leur adresse quotidienne à leur milieu. Le renforcement de nos organisations sœurs permet indéniablement le rayonnement du mouvement communiste dans son ensemble, et le PCF a tout intérêt à l'appuyer durablement.

Alors que le champ politique se voit polarisé entre un bloc populiste soi-disant de gauche, un bloc libéral et un bloc d'extrême-droite, les forces progressistes et révolutionnaires peuvent être durablement condamnées au simple témoignage. Les reculs électoraux qui nous entraînent dans des cadres politiques toujours plus éloignés des réalités quotidiennes peuvent accélérer cette tendance mortifère pour le mouvement communiste. À ce titre, garantir l'intégrité de chaque organisation du mouvement communiste et le respect de leurs cadres démocratiques est nécessaire pour le déploiement de chacune d'entre elles, et pour permettre au PCF se focaliser sur les enjeux qui concernent le monde du travail.

Notre parti doit devenir la force qui remplit le rôle de plateforme politique au profit de la nouvelle classe ouvrière, ancrée dans les réalités quotidiennes et qui travaille au rassemblement patient mais certain autour de celle-ci des franges révolutionnaires et progressistes du monde du travail et de la société. Le PCF doit agir en tant que force autonome qui œuvre au réel développement de l'ensemble du mouvement communiste et qui porte ses propositions singulières pour rassembler et gagner des victoires sur les batailles qui comptent : travail, éducation, féminisme, solidarité internationale.

Donner de nouveaux outils au monde du travail pour gagner

Le recul du mouvement communiste et de ses organisations au tournant des années 1990, l'abandon d'une présence communiste dans le monde du travail au début des années 2000, continuent d'avoir des effets sur notre adresse et notre projet politiques actuels. Les nombreux appels au rassemblement, les nombreux forums progressistes sont autant de bouteilles à la mer qui ne permettent pas la remobilisation efficace et durable des classes populaires. La mise en avant des « communs » comme des « 99% » montrent que le PCF tend plus à s'adresser aux aspirations de classes moyennes en voie de prolétarianisation et qui cherchent un universalisme pour se sauver, plutôt qu'aux classes populaires dans leur ensemble. Qui plus est, ils dénotent un problème majeur dans la politique d'implantation nationale du PCF.

Les politiques d'austérité adossées à la concentration dans les métropoles, mais aussi les reculs électoraux lents mais sûrs du PCF mettent en péril notre réelle capacité d'adresse aux classes populaires. Notre parti s'appuie encore beaucoup sur les franges avant-gardistes du monde du travail du siècle passé, alors que le militantisme dans les milieux péri-urbains et ruraux devient compliqué avec l'absence de sections et cellules identifiées. L'éclatement des lieux de travail, les nouvelles contraintes horaires et sociales affaiblissent les formes classiques de militantisme. La mise en avant récurrente du communisme municipal ne peut cacher ces difficultés d'implantation et de structuration là où le PCF n'est plus aussi fort, de même pour les régions où la gentrification éloigne de nous les classes populaires, les travailleurs d'aujourd'hui.

L'atomisation des liens sociaux, la disparition progressive des solidarités historiques, les nouvelles contraintes sociales qui pèsent sur les travailleurs entraînent des évolutions des sociabilités et des usages sociaux. Les réseaux sociaux jouent le rôle de palliatif pour s'exprimer dans un cadre marqué par le recul du champ démocratique dans l'entreprise et dans la société en général ; mais aussi de maintenir et de créer des liens sociaux avec de nouvelles modalités discursives et dans un cadre de vie plus instable qu'auparavant. Les forfaits téléphoniques sans engagement épargnent des démarches longues et socialement oppressives ; Airbnb permet d'avoir un hébergement à coût réduit pour des déplacements ponctuels ; Uber, de se déplacer quand/là où les transports manquent. L'utilisation de Netflix, Spotify, Youtube permet de se défaire de contraintes horaires qui correspondent de moins en moins aux disponibilités quotidiennes des travailleurs, qu'ils soient en formation ou actifs.

La critique politique du capitalisme de plateforme reste trop souvent moraliste, comme elle peut être limitée à des propositions dépassées par le cadre d'actions transnationale du capitalisme contemporain. À cela s'ajoute la critique philistine des usages de masse, de la culture de masse qui reste prégnante dans les milieux progressistes, quand ces usages collectifs et individuels de masse sont pour beaucoup conditionnés par le contexte économique et social. Les capitalistes de l'ancien siècle délocalisent en quête de profit, les nouveaux appellent constamment à la « disruption », à la destruction violente des droits sociaux, le tout aidés par leurs relais et laquais plus ou moins conscients dans le monde du travail et la société.

Celles et ceux qui déploient leur force de travail sur ces plateformes pour espérer en vivre sont parmi les nouveaux prolétaires du 21ème siècle : chauffeurs Uber, livreurs Deliveroo, employés

d'Amazon, vidéastes sur Youtube, salariés de la nouvelle économie de services, etc... Tous et toutes n'ont aucun pouvoir sur les algorithmes de ces plateformes, et leur rétribution, leur commission est en tributaire. L'offre gratuite ou à bas prix peut donner l'illusion que leur travail serait gratuit, de l'ordre du loisir ; pour autant, les nouveaux salariés hors-statut des plateformes doivent acheter et/ou emprunter du matériel, l'entretenir pour assurer leur niveau de vie, consacrer du temps à leur travail. Cela relève pour la plateforme de l'externalisation des coûts appliquée au travail en lui-même, et permet d'en extorquer la plus-value sans grand frais.

Le travail de création, aussi qualifié qu'il soit, n'est plus à l'abri de sa dévalorisation : les nouveaux capitalistes insistent sur le brouillage croissant entre vie professionnelle et loisirs, sur l'invisibilisation et la privatisation des lieux de travail et de pouvoir pour exercer une pression sur les salaires et les droits sociaux. Prenons l'exemple des vidéastes sur Youtube : leur lieu de travail n'est pas celui de l'entreprise qui héberge leur contenu, ce qui soumet la rémunération de leur travail à des facteurs sur lesquels ils ont très peu de prises, les amenant ainsi à trouver leur salaire au travers de mécénat de la part de leur communauté de fans. Les attaques contre le temps de travail, le travail créatif des enseignants est également une autre forme de dévalorisation du processus de création dans le cadre d'un capitalisme de plateforme.

Pour autant, le monde du travail en mutation présente les caractéristiques de l'ancien modèle capitaliste à l'œuvre en France et du nouveau qui tend à s'imposer. Si l'élévation du niveau de connaissance est nécessaire pour maîtriser un travail plus complexe, les technologies ne sont pas en innovation constante : l'ancien cohabite avec le nouveau et ce sont les usages sociaux qui conditionnent les évolutions. Le travail invisible, actuellement dévalorisé de maintenance au sens large – la maintenance des technologies, d'une économie de plateforme, des institutions qui la supportent – est indissociable de ce travail créatif. Pour autant, le travail de maintenance tend lui-même à être plus qualifié, et cela peut condamner provisoirement les travailleurs les plus précaires à une prolétarianisation accrue, notamment en les redirigeant vers la nouvelle économie des services. **Dans le cadre du capitalisme de plateforme, l'alliance entre la classe ouvrière historique et les nouvelles franges qui apparaissent est nécessaire, leurs intérêts de classe immédiats et à long-terme étant convergents.**

Partir de la nouvelle culture de masse pour actualiser le communisme

Ce capitalisme de plateforme contribue indirectement à l'émergence d'une nouvelle culture de masse mondialisée, qui cohabite et se lie également avec des cultures de niche dont les communautés de fans autour d'un créateur ou d'une thématique en sont les illustrations. L'émergence de ce capitalisme de plateforme dans les pays anglo-saxons a mené depuis quelques années bon nombre de progressistes et révolutionnaires à accuser ces nouvelles cultures de masse et de niche de promouvoir l'abêtissement, à brandir le boycott des plateformes numériques, à alerter sur la supposée menace du tout-anglais.

La culture de masse anglophone et anglo-saxonne est régulièrement brocardée, alors qu'elle est appropriée et appréciée par les classes populaires en France. En outre, la place actuelle de l'anglais s'inscrit dans le cadre d'une division internationale du travail où de plus en plus de branches professionnelles y ont recours pour faciliter les échanges ; la recherche universitaire a été parmi les premières à s'y engouffrer dès la fin des années 1960, et l'anglais est plus ou moins utilisée comme langue de travail écrite et/ou orale par un nombre croissant de travailleurs, notamment en raison de l'élévation croissante du niveau de formation.

Qui plus est, la nouvelle culture de masse est bien plus progressiste que les messages véhiculés par certaines organisations politiques issues du camp historiquement de gauche. Quand les atrocités de la guerre sont dénoncées et mises en perspectives dans une célèbre série britannique de science-fiction, cela est plus utile qu'un anti-impérialisme fossilisé prompt à

soutenir des dictatures sans vergogne. Quand plus de place est donnée aux représentations sociales historiquement minorées, cela vaut bien mieux que les beaux discours progressistes plein de bonnes intentions mais qui ne se traduisent par aucune action politique. La culture de masse peut être un des points de départ pour s'appuyer sur les aspirations progressistes des travailleurs, pour irriguer nos réflexions politiques et affiner notre projet communiste.

Face à cette nouvelle culture de masse, les communistes ont une attitude ambivalente qui reprend en partie les critiques philistines de gauche comme ils peuvent s'enthousiasmer pour celle-ci avec un certain manque de recul. Cela se ressent dans la communication politique, dans l'adresse développée auprès de la société et du monde du travail. Le recul politique du PCF, qui a accru un entre-soi militant, a favorisé des productions hors-sols qui ne s'adressent pas du tout correctement aux aspirations progressistes et révolutionnaires des travailleurs. Nos nouveaux adversaires politiques ont su capter ces aspirations de manière intelligente, mettant à mal nos critiques classiques inadaptées au capitalisme de plateforme.

En miroir, cela contribue à l'invisibilisation des propositions communistes dans le monde du travail. C'est le contenu de notre projet, nos propositions, la façon dont nous les portons qui conditionne largement notre identification politique, ainsi que la représentation réelle du communisme en tant que projet et en tant que mouvement. Nous devons avoir comme visée d'être le plus possible en adéquation avec les aspirations et représentations progressistes, pour pouvoir impulser nos propositions politiques dans des lieux de militantisme et dans la société au sens large. Porter des bonnets phrygiens devant le Congrès, faire des manifestations devant des agences de notations ou des banques, ce ne sont que des coups d'éclat à double tranchant, notamment en l'absence de victoires politiques concrètes.

Ce travail d'identification d'un projet communiste en phase avec les réalités du 21ème siècle doit être valorisé par la communication nationale. Il doit être menée par un.e secrétaire à la communication élu.e et membre de la direction nationale, qui respecte les orientations collectives et qui tient compte des remarques émises sur son travail politique. Ce.tte dirigeant.e national.e doit avoir autour de lui/elle une véritable équipe dotée de moyens matériels, financiers et humains sur le long-terme pour assurer tout cela : un site internet simple à utiliser, une plateforme de partage efficace ; une charte graphique nationale cohérente et simple ; les réseaux sociaux doivent être sérieusement investis ; et une véritable politique de formation des adhérents et des responsables nationaux et locaux qui doit être une priorité immédiate.

Plus largement, nous devons nous réappropriier les codes de la communication mainstream pour les subvertir et les politiser. Nous devons tenir compte des évolutions des usages sociaux et culturels qui façonnent la vie quotidienne des travailleurs chez eux, au travail, dans leur quartier, dans la société en général. Qui plus est, les groupes de travail du parti comme les revues nationales du Parti doivent être valorisées bien plus largement, pour appuyer le travail de formation et le débat politiques au sein du PCF, et pour encourager le débat dans le monde du travail et la société sur nos analyses et propositions politiques.

Les débats récents sur le nom de notre parti montrent bien l'incapacité notoire de ceux qui les lancent à offrir des perspectives politiques révolutionnaires pour le PCF et le monde du travail. La promotion associée des « communs » et des « 99% » dénote la faiblesse théorique de ces débats et leur inopérance dans le monde réel, en écartant la question des pouvoirs dans le monde du travail. **Loin d'être un handicap, le nom séculaire de notre parti a plus que jamais tout son sens :** affirmer la prise de parti, le clivage autour d'enjeux politiques identificateurs ; promouvoir le rassemblement dans le monde du travail autour du projet communiste que nous visons ; faire de la France l'échelon où s'articule nos propositions et nos actions militantes tant au niveau local qu'à l'échelon européen.

Répondre aux aspirations progressistes du monde du travail

La popularité des débats autour du revenu universel, et dans une moindre mesure du salaire à vie, part d'une aspiration réelle : celle d'un travail rémunéré à sa juste valeur, et la volonté de se défaire de l'arbitraire patronal au travail. De même, la popularité croissante des attaques contre le statut des fonctionnaires et les droits des salariés chez certaines franges anciennes et nouvelles du monde du travail, dénote à la fois une faiblesse de ces franges à s'organiser, ainsi que l'incapacité croissante des forces historiques de gauche à les appuyer pour endiguer la précarité voire la disparition de statut protecteur. Si l'engagement est plus difficile, épisodique à cause de la répression patronale, à cause de l'éclatement des collectifs, l'organisation des nouvelles franges du monde du travail est incontournable.

Il y a nécessité de se confronter aux réalités géographiques et matérielles des travailleurs d'aujourd'hui pour leur répondre à leurs intérêts de classe immédiats, et pour renverser la tendance actuelle de destruction des droits sociaux. **Le travail est très loin d'avoir disparu en ce début de siècle : il est partout, il s'immisce dans tous les aspects de la vie quotidienne, et définit les travailleurs socialement**, qu'ils soient actifs, sans emploi ou en formation. C'est la nature du travail qui a changé, et surtout sa valorisation : les capitalistes tendent à l'externaliser, à l'invisibiliser pour empêcher la reconnaissance de son utilité sociale. Il s'agit de mettre en débat et d'enrichir les propositions communistes existantes : salaire étudiant, statut social des jeunes travailleurs, sécurité emploi formation ; et d'en développer de nouvelles propres au PCF à porter dans le monde du travail et dans la société.

Cela suppose de mettre pleinement le PCF au cœur des luttes sociales, de la lutte des classes, au service des travailleurs. L'arrimage aux seules institutions de la démocratie bourgeoise dans lesquelles le PCF s'enferme progressivement, des communes au Parlement, n'est pas le point de départ privilégiés de victoires politiques progressistes et révolutionnaires. Les batailles révolutionnaires pour le monde du travail doivent se mener d'abord en son sein, se rapprocher le plus possible de ceux qui sont éloignés des lieux classiques de travail. Notre militantisme quotidien doit s'intégrer dans les lieux de travail classiques comme nouveaux, notamment pour libérer le monde du travail de l'emprise et de la privatisation que construit le patronat.

C'est en étant réellement en lien avec les travailleurs, en ayant à l'esprit les nuances de leurs revendications, de la réalité de leurs conditions de vie et de travail, que nous pourrions commencer à renverser la vapeur et leur donner des outils pour s'approprier les pouvoirs dans les entreprises, dans le monde du travail au sens large. C'est cela qui permet de répondre aux revendications progressistes de branches professionnelles, d'en élaborer de nouvelles, et d'investir des franges plus larges du monde du travail. Notre objectif politique doit être de remporter des victoires politiques, de construire un rassemblement qui parte des lieux de travail et de vie pour assurer des débouchés concrets dans le champ politique.

L'appropriation de l'outil de travail, la maîtrise pleine et entière des différents aspects de son métier restent incontournables. Qu'il s'agisse d'une plateforme numérique ou d'une entreprise classique, la question des pouvoirs des travailleurs est l'enjeu central de notre combat communiste, le point de départ de la lutte pour un travail libéré de l'arbitraire patronal et de ses relais managériaux. La maîtrise du temps par les travailleurs est indissociable des pouvoirs au travail, pour instaurer des organisations bien plus efficaces et humaines. Partant de cela, c'est en effet une redéfinition du travail socialement utile qui est nécessaire. La formation, la réflexion, l'extraction du lieu de travail – qui sont nécessaires à l'exécution et à la création – sont dissociés du travail par les capitalistes. Cela est fait arbitrairement pour exercer une pression salariale, en dénigrant le travail non quantifiable d'un nombre croissant de franges du monde du travail et en niant leur importance dans les rapports actuels de production.

C'est dans cette optique que doivent être promues les batailles progressistes pour le féminisme, pour les libertés dans la société, pour les services publics, pour une éducation de

haut niveau. Elles doivent partir d'une matérialité, d'aspects de la vie quotidienne au travail. Garantir la maîtrise au travail, cela passe par une formation de haut niveau pour toutes et tous jusqu'au lycée, à l'université, en formation continue avec une rémunération du travail par la cotisation sociale à partir de l'université. La place des femmes dans la société est indissociable de la place qui leur est imposée dans le monde du travail : s'allier à elles est nécessaire pour battre en brèche l'arbitraire patronal et conquérir ensemble le pouvoir politique au travail – détenu majoritairement par les hommes en tant que classe et en tant que genre – et garantir partout les libertés et droits sociaux de toutes. La conquête de libertés nouvelles, de droits sociaux, de services publics peut se faire efficacement avec un mouvement organisé des travailleurs, avec une réelle force politique qui permet véritablement au monde du travail de porter ses aspirations et ses revendications progressistes.

Construire de nouvelles solidarités internationales

Nous nous devons de porter nos propres idées, de les renouveler, de penser les enjeux actuels en dehors des cadres de pensées dominants qui sont limités à souhait. Entre les fausses options imposées par les souverainistes et les fédéralistes, il y a toute la place pour porter un projet communiste pour l'Europe qui mette au cœur les libertés, la justice sociale, le féminisme et la solidarité internationale. Un projet communiste pour l'Europe doit partir avant tout des réalités actuelles du monde du travail, et la question démocratique ne doit pas se poser sous les termes d'une citoyenneté idéaliste et généraliste, mais d'une citoyenneté effective et réelle.

Nous n'avons pas à choisir entre capitalisme national et capitalisme transnational, et l'action des communistes français doit être tournée en premier lieu vers la solidarité internationale avec les travailleurs d'Europe. Nous devons donc être le relai en France des luttes sociales qui ont lieu ailleurs en Europe et dans le monde. L'élaboration de solidarités européennes, la création de véritables espaces de coopérations entre peuples européens doit être pensée comme un processus sur le long-terme, non fini, avec des victoires, des reculs et des oppositions plus ou moins importants, et qui soulèvera forcément des problématiques nouvelles qui ne pourront être entrevues dès aujourd'hui. Nous devons passer outre les divisions qui ont marqué le siècle précédent entre communistes et progressistes, et axer la convergence politique sur un clivage capital/travail repensé pour tenir compte des réalités actuelles à l'échelle européenne.

La première des solidarités doit se construire avec les partis communistes importants et géographiquement proches : le Parti du travail belge (PTB), le Parti communiste espagnol (PCE), le Parti communiste portugais (PCP) et le Parti communiste tchèque (KSCM) ; **dans le même temps, nous devons tendre la main aux forces progressistes majeures,** à savoir le Sinn Féin, Die Linke et le Labour britannique. Notre action à l'échelle européenne doit être recentrée et coordonnée par le secteur Europe, et les relations bilatérales avec les partis communistes et progressistes des pays européens doivent être renforcées pour pouvoir mener un travail d'échanges politiques plus poussé, et donner un sens, un réel projet politique à la solidarité internationale des travailleurs en Europe.

À court-terme, nous devons nous opposer à la sortie de la France de l'Union Européenne. La menace de l'extrême-droite en France, l'imprévisibilité grandissante dans le champ politique doit nous amener à penser en-dehors du fédéralisme et du souverainisme. Les libertés « formelles » n'ont de sens que si des luttes ont lieu pour étendre les droits des travailleurs et pour promouvoir les services publics en France et en Europe, et cela ne doit pas être bradé face aux forces réactionnaires. Porter la rupture avec l'Union Européenne qui est une coordination européenne des bourgeoisies nationales, cela suppose d'élaborer un projet de nouvel espace politique et économique qui vise à des coopérations progressistes entre Etats européens au service des travailleurs, des peuples et de leurs intérêts.

Nous devons développer des propositions claires et abouties, applicables à court-terme et moyen-terme pour rassembler les forces progressistes et communistes au niveau européen, assumer le débat avec nos camarades européens sur un projet politique de coopération régionale progressiste basée au moins sur l'annulation des intérêts des dettes actuelles des Etats d'Europe du Sud. **Parce que le Parti de la Gauche Européenne ne permet à nombre de forces progressistes et communistes européennes d'être valorisées, et puisqu'il est inopérant et inefficace depuis des années,** la désaffiliation du PCF de ce parti européen doit être clairement envisagée et soumise au débat et au vote des communistes lors du congrès extraordinaire de Novembre 2018.

Avec une mondialisation capitaliste toujours plus marquée et une interdépendance croissante entre les nations, nous devons repenser nos stratégies politiques, nos coopérations internationales, et ce sans mettre en péril les libertés et les droits des travailleurs. C'est aussi à partir de cela que nous devons repenser notre conception de la solidarité internationale, nos capacités d'entraînement à l'échelle européenne, et l'articulation entre les différents échelons d'actions (local, national, européen, mondial). Loin de comploter, nos adversaires politiques, qui se font les relais des capitalistes à tous les échelons, ont une capacité importante de coordination pour écraser plus ou moins brutalement la prise de pouvoir par les travailleurs. Un véritable travail de fond doit être mené pour repenser le sens du militantisme communiste, le sens du rôle de direction pour une coordination réelle, une efficacité accrue, et des victoires politiques concrètes pour le monde du travail.

Etre communiste au 21^{ème} siècle

Etre communiste en 2018, en ce début de 21^{ème} siècle, ce n'est pas réaliser une réactualisation calquée du passé de notre mouvement comme le prétendent nombre de nos adversaires. À travers son histoire quasi-centenaire, notre parti a connu de nombreux hauts et bas, et il a souvent su se renouveler, y compris dans des périodes politiques difficiles. Le mouvement communiste, les institutions politiques que sont les trois organisations - PCF, MJCF, UEC - qui le portent actuellement, est autant le fruit de son histoire et des actions politiques quotidiennes des communistes qui l'animent actuellement.

Ce sont les conquêtes du mouvement ouvrier, le communisme comme projet et comme mouvement que nos adversaires veulent mettre au rang d'objets de musée pour les rendre inoffensifs. De la Révolution française à la Commune de Paris, des grandes grèves de 1936 à la Résistance, ou encore depuis la mise en place de la Sécurité sociale : **les injonctions à oblitérer les racines historiques et le passé de notre mouvement, à minorer l'engagement des communistes français pour les libertés et le progrès social sont réelles.** Le mouvement communiste français est marqué depuis ses débuts par son attachement aux libertés, à la justice sociale, à la démocratie pour les travailleurs, pour le pays et le monde. **Dans la période actuelle, ce qui compte, c'est aussi bien l'attachement et le rapport sincères au passé de notre mouvement que notre capacité à porter un projet communiste renouvelé pour aujourd'hui et demain ;** un projet qui redonne l'espoir d'une vie digne et meilleure, la possibilité de reprendre la main sur son travail et d'être autonome dans tous les aspects de sa vie.

La nostalgie d'un passé révolu ne fera jamais un projet politique, et c'est aux communistes d'aujourd'hui de décider collectivement quelles franges du monde du travail sont à organiser au sein du PCF, comment, où et pourquoi. C'est une nouvelle théorie d'organisation à la hauteur des enjeux actuels qui est à construire, pour travailler au développement du PCF et à faire avancer un projet politique révolutionnaire. Cela suppose d'impulser une politique de cadres, de repenser notre adresse sur les lieux de travail et de vie, et nos cadres démocratiques internes. **Dans cette optique, organisation, communication et formation sont indissociables et doivent être au cœur de la politique de structuration du PCF.** Avec comme objectifs

premiers de permettre la conquête des pouvoirs par les travailleurs à tous les échelons du pays, et de construire des solidarités internationales pour les libertés, la justice sociale et la paix.

Être communiste au 21^{ème} siècle, c'est s'approprier et incarner les décisions collectives à sa manière pour les déployer efficacement dans le monde du travail, tout en respectant des cadres démocratiques souples qui animent l'action politique. En ce sens, être militant communiste ne relève pas du moine-soldat qui irait prêcher « la bonne parole », mais au contraire du travailleur, de la travailleuse sincère dans son militantisme, ouvert au débat, et soucieux de l'efficacité de l'action politique pour et avec les classes populaires, pour gagner dans le monde du travail. C'est dans cette dynamique que nous pourrions contribuer à une véritable démocratie pluraliste qui met en avant et au cœur les classes populaires, les travailleurs dans le champ d'expression politique.

Impulser une politique de cadres adapté à notre temps, cela passe une direction nationale communiste dont les membres répondent toutes et tous à des critères politiques définis collectivement. Être à l'image du monde du travail d'aujourd'hui, c'est mettre en direction les franges majoritaires qui portent l'essentiel de ses aspirations progressistes et impliquer les nouvelles qui ont tout autant intérêt à mener la lutte pour leurs libertés et leurs droits sociaux au travail. C'est aussi mettre les femmes au cœur, majorité visible du monde du travail, en faisant du féminisme l'une des batailles centrales du PCF avec une parité non-stricte qui puisse permettre d'avoir plus de dirigeantes que de dirigeants, sur la base des contributions politiques apportées et de leur pertinence.

Le renouvellement de la direction nationale doit tenir compte de ces enjeux au travers de sa future constitution, de ses futurs membres. Par exemple, une direction nationale resserrée à 50/60 membres, intégrant environ 10 coordinateurs nationaux au maximum. Pour la coordination nationale, chaque poste devrait être mis au service des enjeux politiques : secrétariat national, organisation, trésorerie, communication, travail, éducation, féminisme, Europe, International, numérique, liens avec les élus. Alors que la tentation peut être grande de promouvoir l'âge comme critère politique central, c'est avant tout le travail politique effectué et la catégorie professionnelle qui doivent conditionner l'élection d'un.e dirigeante communiste.

Cette nouvelle politique de cadres doit être construite sur le long-terme, en valorisant le travail politique sur les enjeux centraux définis collectivement par les communistes. D'autres camarades en capacité potentielle de diriger à terme devraient être intégrés au sein des commissions de travail (économie, féminisme, éducation, communication, numérique, etc.) et des revues du parti, pour permettre leur contribution politique et pour démontrer leur capacité à enrichir le projet et l'action des communistes. En outre, les liens avec les revues politiques du PCF devraient être approfondis pour contribuer à la formation de tous les communistes et au renforcement de l'audience de notre projet.

Le rôle d'un.e dirigeant.e communiste n'est pas la représentation d'un courant, d'une chapelle, d'une orientation personnelle, mais le respect et l'application des orientations collectives, la mise en place de cadres de débats qui permettent à tous les communistes de s'exprimer, de porter des propositions, d'amener des pistes de réflexions pour l'action politique. Former les camarades, élever les débats, assurer des relations politiques honnêtes, sincères, ouvertes. C'est aussi cela qui nous permet de se porter sur les lieux de militantisme, de montrer aux non-communistes la sincérité de notre engagement quotidien.

L'efficacité et l'impulsion durables de l'action politique est ce qui doit animer les membres de la direction nationale du PCF. La direction nationale du PCF n'est pas un cadre législatif, étant donné que les congrès, les assemblées locales et nationales des animateurs sont les champs d'expressions démocratiques de tous les communistes. La privatisation de la direction nationale, sa relégation à un rôle de parlement n'est pas ce qu'attendent l'écrasante majorité

des communistes. Le rôle d'une direction nationale consiste à appliquer les choix démocratiques majoritaires des communistes, à travailler les modalités d'impulsion de ces orientations nationalement et localement, tout en accordant une véritable capacité d'action et de propositions à l'échelon local pour améliorer les décisions de la direction nationale.

C'est sur cela que nous pouvons nous appuyer, sur une démarche politique conquérante qui assume l'identification, le projet et la démarche communistes. Sans pour autant être une démarche magique, cela apportera une réponse politique stable, étayée et honnête dans le contexte politique actuel toujours plus imprévisible, et assurera à de futurs alliés politiques l'assurance que les communistes sont une force autonome, crédible, respectable et respectée et qui agit autant que possible pour permettre des victoires politiques pour les libertés, le progrès social, les solidarités. Si nous voulons créer de nouvelles institutions communistes et ouvrières au 21^{ème} siècle pour permettre la conquête du pouvoir par les travailleurs et faire vivre une démocratie pluraliste, nous pouvons prendre un chemin qui assume une rénovation du PCF sans renier le marxisme et le communisme. **Le grand poète disait que « le chemin se fait en marchant ». L'audace de le prendre dès maintenant est toujours à notre portée.**